

Intervention commune 27 mai 2010
Effectuée par Jean-François LAPEYRE (CGT)
au nom des syndicats
CFD –CFTC-CGT –FSU-SOLIDAIRES-UNSA

Chers amis chers camarades

C'est dans un contexte économique et social particulièrement sombre que vous avez répondu massivement à l'appel lancé par les syndicats CFDT, CFTC, CGT, FSU, Solidaires et UNSA. Nous sommes, aujourd'hui 6 000 à avoir fait dans les rues de TARBES. La démonstration spectaculaire d'un rejet massif des orientations gouvernementales.

Dans cette période pendant laquelle une grande souffrance sociale est vécue par les salariés, les retraités, les jeunes, les privés d'emploi, le gouvernement annonce un plan de rigueur pour rassurer les spéculateurs et les marchés financiers.

C'est inadmissible !

Sont programmés entre autres :

- Une nouvelle réduction des moyens des services publics et la baisse des effectifs en supprimant 34000 postes par an
- Une hausse de la TVA qui va amputer le pouvoir d'achat, notamment celui des ménages à revenu modeste et qui pèsera sur la consommation, principal facteur de la croissance économique

Les organisations syndicales CFDT, CFTC, CGT, FSU, Solidaires, UNSA condamnent ces annonces formulées au "sommet social" du 10 mai.

Au moment où le chômage demeure massif et où l'économie est atone, la réduction des déficits ne peut être envisagée sans assurer la cohésion sociale et la réduction des inégalités, en particulier par un meilleur partage des richesses.

La fiscalité est de plus en plus favorable aux contribuables les plus riches. L'existence d'un "bouclier fiscal" limitant les impôts à 50 % du revenu imposable conduit à ce que tout nouvel impôt soit supporté par les catégories de revenus inférieures.

- Il faut supprimer le bouclier fiscal et accroître la progressivité de l'impôt sur le revenu
- Il faut revoir l'impôt sur les sociétés pour favoriser l'investissement productif et pénaliser la distribution des dividendes aux actionnaires.
- Il faut investir pour l'emploi de demain par une politique industrielle volontariste prenant en compte les impératifs écologiques et par des services publics de qualité.
- Il faut donner la priorité à l'emploi stable, améliorer les salaires et le pouvoir d'achat. D'autres peuples sont victimes de politiques d'asservissement total aux marchés financiers.

Évidemment, ce qui vient tout de suite à l'esprit, c'est ce qui se passe en Grèce. Mais également en Espagne, au Portugal, la pression exercée par les marchés financiers avec la

complicité des états et de la commission européenne entraîne des reculs sociaux sans précédent est loin le temps où notre Président prétendait vouloir moraliser le capitalisme ! La crise grecque et en Europe arrive à point nommé pour ce Gouvernement Il compte sur cette situation pour imposer ses vues en matière de politique sociale, ou plutôt antisociale.

A n'en pas douter, il va tout faire pour entretenir un climat de peur, sur la base de cette actualité.

Il va le faire d'autant plus qu'il a ouvert le rendez-vous « retraite » et qu'il se trouve en difficulté sur ce dossier.

En effet, les sondages successifs confirment la tendance et indiquent que 2/3 des salariés sont opposés à la remise en cause de l'âge légal à 60 ans.

Le 16 mai, en publiant son « document d'orientation sur la réforme des retraites » le gouvernement a dévoilé ses intentions pour sa réforme des retraites et confirmé ses orientations néfastes.

Le document d'orientation jalonné de quatorze engagements a essentiellement comme fil conducteur les propositions du Medef obsédé par l'allongement de la durée de cotisations, le report de l'âge légal et la baisse du taux de remplacement.

S'il est affirmé le souhait de ne pas baisser le montant des pensions, il est évident que ces mesures y conduiront automatiquement les futurs pensionnés.

C'est d'ailleurs à une dégradation considérable du montant des pensions des retraités qu'ont conduit les précédentes réformes basées sur les mêmes principes.

Si la question de la pénibilité est évoquée, elle l'est de manière individualisée en dehors de toute définition de la pénibilité en lien avec un métier, une fonction ou des conditions particulières de travail.

Tout élargissement de l'assiette de cotisation et toute hausse du taux de cotisation employeur sont rigoureusement écartés conformément aux souhaits du MEDEF.

Pour donner le change, le document met en avant une contribution financière sur les hauts revenus et sur les revenus du capital mais aucun chiffre n'est avancé pour mesurer le niveau de cette contribution.

Le peuple grec va être soumis à rude épreuve et plus que jamais, les salariés de ce pays vont avoir besoin de notre solidarité active.

En premier lieu, nous devons convaincre les salariés de notre pays de la légitimité du combat engagé par les salariés grecs avec leurs syndicats.

Il faut déjouer les manoeuvres qui tentent d'assimiler ce juste combat aux violences commises au moment même où se déroulait à Athènes le plus grand rassemblement de travailleurs jamais organisé en Grèce depuis la seconde guerre mondiale.

Mais la meilleure des solidarités, une fois de plus, va consister à créer les conditions de la mobilisation des salariés de notre pays, aux côtés de ceux des autres pays européens. Avec les organisations syndicales des différents pays, nous avons besoin de luttes convergentes qui portent des revendications sociales, mais aussi des propositions en matière de financement de la politique industrielle, des investissements pour une véritable relance de l'activité.

Alors que les banques ont été sauvées par l'intervention publique, elles exigent maintenant des rendements qui vont amputer les dépenses utiles au développement économique et social.

Si la Grèce est l'exemple concret de cette hypocrisie et de ces injustices, la France est dans la même logique quand le gouvernement Sarkozy annonce un nouveau plan de rigueur. Il compte sur cet engagement particulièrement vague (alors qu'aucun chiffre n'est évoqué) pour entretenir l'illusion que tous les points de vue ont été entendus.

Nous devons rester lucides sur ce que cette annonce cache en matière de sacrifices qui seront demandés aux salariés et aux retraités.

Nous sommes donc bien loin des exigences qui sont portées par les organisations syndicales, les salariés et les retraités dans les mobilisations de cette année 2010.

Pourtant, c'est d'une autre réforme que les salariés ont besoin.

L'emploi "en quantité, en qualité et qualifié, reconnu et valorisé" doit devenir une priorité dans les entreprises et les administrations pour redonner du sens au travail, à la société toute entière.

L'emploi est la source de financement incontournable pour assurer le devenir et la pérennité de notre système de retraites par répartition basé sur la solidarité intergénérationnelle.

Une plus juste répartition des richesses, la réduction des inégalités, l'égalité entre les Femmes et les Hommes au travail s'imposent aussi pour garantir à tous un bon niveau de vie pendant la retraite.

L'âge légal de départ en retraite à 60 ans doit être maintenu.

La pénibilité du travail doit être reconnue et permettre un départ anticipé à la retraite. Il faudra certainement donc de nouvelles actions toujours plus massives pour imposer au gouvernement une autre réforme des retraites.

Une réforme bâtie sur des mesures qui relèvent le défi d'une retraite juste et solidaire.

L'avant projet de loi devrait être remis autour du 20 juin. Comme vous pouvez le constater, le Gouvernement préfère reporter les hostilités à un moment qu'il affectionne la période estivale.

De toute évidence, le Gouvernement craint la capacité de mobilisation des salariés, retraités et privés d'emploi.

A nous de lui montrer que sur ce point là, au moins, il a raison. Préparons-nous à nous retrouver encore plus de nombreux lors des futurs rendez-vous I